

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 11 MAI 2017

SOMMAIRE

- 1) **Le retour du bâton : il ne remplit pas les conditions...**
- 2) **Un grand tour à la Canebière !**
- 3) **Un nouveau mouvement**
- 4) **La dispute inutile...**
- 5) **L'incompréhension réciproque ??...**
- 6) **Pas de blanc-seing à Macron**
- 7) **Le PS et LR vent debout contre Macron...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Manuel Valls: un dernier retournement



Torpiller son navire pour en devenir le capitaine. Depuis bientôt dix ans, Manuel Valls applique la même méthode. En annonçant, une fois de plus, la mort du Parti socialiste et son ralliement à la nouvelle majorité présidentielle, il vient d'enrichir son étrange curriculum.

Cette fois, Manuel Valls a peut-être raison. Le Parti socialiste dont il annonce périodiquement la fin est bel et bien en état comateux. Déchiré, anémié, divisé entre une aile qui veut participer à la nouvelle majorité et une autre, autour de Benoît Hamon, qui veut s'ancrer dans une ferme opposition. Un parti comateux mais à bout de nerfs. Pour s'en convaincre, il fallait entendre la colère de ses camarades, y compris les plus proches, à l'entrée du bureau national qui se tenait mardi matin, au siège de la rue de Solferino.

Après l'annonce de sa candidature sous l'étiquette de La République en marche, même les amis de l'ancien premier ministre exprimaient leur consternation – depuis, le premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis a annoncé la saisine la commission des conflits du PS en vue de l'exclusion de Manuel Valls. « Ce n'est pas parce que les moments sont difficiles qu'on doit tourner le dos à sa famille politique, je suis très déçue », disait par exemple la secrétaire d'État aux personnes âgées, Pascale Boistard. Et François Rebsamen haussait les épaules : « Le PS ne tourne pas autour des états d'âme de Manuel Valls », tandis qu'André Vallini déplorait à haute voix : « C'est un peu précipité. Il faut garder son sang-froid. » Enfin, le patron du groupe socialiste à l'Assemblée, Olivier Faure, qui n'a rien d'un frondeur, avait les mots les plus définitifs : « Les vrais amis, ce ne sont pas ceux qui, lorsqu'on est dans la tourmente, s'en vont ramper devant le nouveau pouvoir. »

C'est qu'au-delà du diagnostic politique qu'il pose à propos de son parti, Manuel Valls a fini par se ciseler une image originale. Il a développé sa patte. Une manière bien à lui de mener sa carrière politique. Une réputation qui désormais lui colle aux basques, et qui s'est amplifiée depuis la présidentielle. Il n'est plus le transgressif mais le flingueur des corbillards, dont il aide le décédé, à l'occasion, à passer l'arme à gauche. Ou plutôt à droite. À force de se présenter comme le phœnix qui fera renaître de ses cendres son parti

carbonisé, il est devenu le messie de l'avis de décès. Ses coups d'éclat sont toujours associés à la nécrologie de sa famille. Il débarque en terrain ravagé, dominateur et sûr de lui.

En juin 2009, après la débâcle du PS aux élections européennes, il préconise l'abandon du mot socialisme, « sans doute dépassé », et Martine Aubry lui réplique : « Tu donnes l'impression d'attendre, voire d'espérer la fin du Parti socialiste. » En mars 2014, il passe un accord avec Arnaud Montebourg pour devenir premier ministre mais rejette dans la foulée la relance qu'il préconise, le vire en septembre avec Benoît Hamon, le remplace par Emmanuel Macron, et invente le concept des gauches irréconciliables. À l'automne 2016, en jurant fidélité à François Hollande, il le pousse à renoncer à sa candidature. En janvier 2017, il s'engage, pendant la primaire, à soutenir le candidat qui l'emportera. Battu par Benoît Hamon, il annonce, un mois et demi plus tard, son vote pour Emmanuel Macron, en assurant encore que le PS est fini.

Pourtant, en août, quand Macron quitte Bercy, il s'était posé en défenseur de la fidélité : « Il n'y a pas de destin personnel en dehors du collectif, il n'y a pas de destin individuel dans l'ambiguïté. On ne peut pas partir, on ne peut pas désert, c'est trop important, il y a tellement à faire ! Ce que l'on doit aux Français, c'est de la loyauté. On ne s'improvise pas candidat à la présidentielle. »

Pourtant, le 16 novembre, interrogé sur la déclaration de candidature de son ancien ministre, Valls dénonce son inexpérience : « Pour porter cette responsabilité, il faut, j'ose le dire devant vous, une éducation à la conduite du pouvoir, à la responsabilité, un sens de l'État. Il faut de l'expérience, une expérience qui a été éprouvée par le temps. »

Fidèle à lui-même et à son style qui consiste, dit-il, à oser nommer les choses, Manuel Valls vient donc présenter sa candidature aux législatives sous la bannière de son ancien rival, au nom du réalisme et en constatant le décès du PS, qu'il ne quitte pas pour autant. C'est d'ailleurs l'une de ses constantes. Il rompt mais ne s'en va pas, il reste à la périphérie, mais pour s'approcher du centre. Du centre du pouvoir.

Deuxième cas de microcéphalie en France



Manuel Valls se pose depuis le début de sa carrière comme une sorte d'avant-garde, mais avec sa manière de faire, et de « trahir », comme l'en accusent ses adversaires, il a toujours un train de retard. En 2009, il enterre le PS mais François Hollande devient président trois ans plus tard, quand lui-même plafonne à 5 %. Après 2014, il recommence en préparant 2017, mais se fait doubler par le jeune Macron qu'il combat, avant de lui faire des offres de service.

Avec ou sans Valls, le Parti socialiste affronte une crise vertigineuse qui, de fait, est peut-être la dernière. Mais la manière dont l'ancien premier ministre a voulu s'en dégager pour rebondir chez le vainqueur du 7 mai est si révélatrice qu'elle pose problème au nouveau président. « Si le délai est encore possible, la commission qui se réunit demain analysera », a réagi Jean-Paul Delevoye, le président de la commission d'investiture de La République en marche, en ajoutant, pour mieux se faire comprendre : « S'il s'agit d'une opération pour ensuite créer un groupe totalement indépendant, ces calculs politiques sont d'une autre nature par rapport à notre état d'esprit. Nous allons être extrêmement attentifs à ce qui est une sincérité de soutien ou une opération de calculs stratégiques que nous n'acceptons pas »

Dans le documentaire diffusé lundi soir par TF1, Macron, les coulisses d'une victoire, réalisé par Yann L'Hénoret, on entend celui qui n'était alors que candidat et pas encore président commenter le curriculum vitae du sauveur qui souhaite le rejoindre : « *Si y a un traître, si y a quelqu'un qui a flingué Hollande, c'est Valls.* »

Sans commentaire.

Manuel Valls franchement, c'est un épiphénomène. On n'a pas besoin de lui.

Un proche d'Emmanuel Macron

MAIS AUSSI

Valls convoqué devant la commission des conflits du PS en vue d'une éventuelle exclusion

Le président de la commission d'investitures de La République en marche, a par ailleurs fait savoir qu'« à ce jour », la candidature de Valls n'était « pas dans les critères ».

Le Monde.fr avec AFP



Manuel Valls le 8 janvier 2017. Pascal Rossignol / REUTERS

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, a déclaré, mercredi 10 mai sur BeurFM, qu'une procédure a été lancée à l'encontre de Manuel Valls afin de décider de son éventuelle exclusion après que ce dernier a annoncé qu'il voulait être « candidat de la majorité présidentielle », sous l'étiquette de La République en marche.

« *Une procédure est en cours. Manuel Valls est déféré devant la commission des conflits* », a déclaré le patron du PS. « Au Parti socialiste, ce n'est pas comme au Front national, à En Marche ! ou à La France insoumise : ce n'est pas le chef qui décide d'exclure. Il y a des procédures », a-t-il ajouté.

Mardi, M. Cambadélis avait estimé qu'il serait « impossible » à l'ancien chef du gouvernement d'avoir à la fois sa carte d'adhérent au PS et de briguer l'investiture de La République en marche.

« Il n'est pas forcément opportun pour le

mouvement En Marche ! d'intégrer cette candidature »

Mercredi matin, Jean-Paul Delevoye, président de la commission d'investitures de La République en marche, a toutefois déclaré que Manuel Valls ne remplit pas « à ce jour » les conditions d'une investiture pour les législatives.

« A ce jour, il n'est pas dans les critères d'acceptation de sa demande d'investiture », a déclaré M. Delevoye sur Europe 1. « Et donc, dans ce cas très précis, la commission nationale d'investiture ne peut pas analyser la candidature de M. Valls », a-t-il ajouté, précisant qu'il y aurait « aussi la lecture politique ».

« Nous voyons bien, aujourd'hui, qu'il n'est pas forcément opportun pour le mouvement En Marche ! d'intégrer cette candidature. Et en même temps, il faut analyser la parole d'un premier ministre », a encore dit Jean-Paul Delevoye alors même que Manuel Valls est en rupture avec sa famille politique.

« Nous avons prédéterminé un candidat sur la circonscription de l'Essonne », a rappelé M. Delevoye qui explique que l'ancien premier ministre n'est pas « adhérent » du mouvement. « Nous n'avons pas vocation à recycler » les politiques sortants, a-t-il ajouté.

Mardi, Manuel Valls avait annoncé qu'il serait « candidat de la majorité présidentielle », lors des élections législatives à Evry (Essonne), et qu'il souhaitait s'inscrire dans le mouvement La République en marche, le nouveau nom du mouvement d'Emmanuel Macron.

Les portes-parole du mouvement du président de la République avaient répondu que l'ancien premier ministre ne bénéficierait pas de traitement de faveur. Jean-Paul Delevoye avait signalé sur BFM-TV que la candidature de M. Valls serait « analysée » : « Nous allons vérifier s'il s'est inscrit à En marche !, s'il a déposé sa candidature ou non. »

Yannick Jadot (EELV) a estimé mercredi que Manuel Valls avait du « courage politique » après sa décision de se présenter aux législatives sous la bannière La République en marche et déclaré qu'il serait « logique » qu'il quitte le PS.

« La suite, c'est de poursuivre le travail réalisé durant le quinquennat avec Macron, il (Valls) va au bout de ses idées, il n'est plus d'accord avec le

PS, il s'en va, il est d'accord avec Macron, il le rejoint, c'est normal. »

Pas de candidature de Le Maire

Jean-Paul Delevoye a indiqué ce matin sur Europe 1 que Bruno Le Maire, le seul élu de droite à avoir affiché son intention de « travailler dans une majorité de gouvernement » autour du nouveau président de la République, ne remplissait pas pour l'heure les critères fixés par La République en marche. « A ce jour », le mouvement n'a pas reçu sa candidature, selon M. Delevoye.

lemonde.fr

II) Législatives 2017: Mélenchon sera candidat à Marseille face au socialiste Patrick Mennucci

huffingtonpost.fr

Le chef de file de la France insoumise était arrivé en tête dans la Cité Phocéenne au premier tour de la présidentielle.



AFP

LÉGISLATIVES 2017 - Fin du suspense pour le leader de la France insoumise. Alors que son mouvement vient de mettre un terme aux négociations avec le PCF en vue d'un hypothétique accord, Jean-Luc Mélenchon a confirmé ce mercredi 10 mai qu'il sera bien candidat aux élections législatives. Et c'est à

Marseille que l'ancien candidat à la présidentielle va se soumettre aux suffrages des Français.

"Moi je suis déjà député français au Parlement européen. J'ai été élu par presque 300.000 voix soit cinq fois plus qu'il n'en faut", a déclaré Jean-Luc Mélenchon sur BFMTV, arguant que ses amis lui avaient demandé de se présenter pour mener la campagne de son mouvement.

"Qui n'hésiterait pas? Cela fait beaucoup de fatigue", a-t-il expliqué avant de préciser qu'il avait été "convaincu". "Restent dans la courte liste deux trois villes en France en particulier la ville de Marseille", a-t-il indiqué, jugeant "assez probable" son parachutage dans la Cité phocéenne où il était arrivé en tête au premier tour de l'élection présidentielle après un meeting présidentiel monstre organisé sur la Canebière. Toulouse et Lille, où il était également arrivé en tête au premier tour, étaient également évoqués.

"Je compte me proposer dans la 4e circonscription"

Dans une lettre adressée aux "insoumises et insoumis marseillais que Le Monde a pu consulter, Mélenchon confirme le choix de Marseille et précise son point de chute: "Je compte me proposer dans la 4e circonscription, ce dont je me suis déjà entretenu avec les animateurs locaux. Mais j'ai besoin pour mener ce combat de l'appui de tous et de toutes dans toute la ville." Le 4e homme de la présidentielle "confirmera sa décision lors de sa visite à Marseille jeudi 11 mai", indique le quotidien.

"Si Jean-Luc Mélenchon vient m'affronter, c'est une recherche de combat à gauche que je ne comprends pas", a réagit auprès du Monde son probable futur adversaire.

Un choix stratégique qui dénote avec sa candidature de 2012 où Jean-Luc Mélenchon avait choisi de se présenter à Hénin-Beaumont pour y affronter Marine Le Pen. À l'époque, le chef de file du Front de Gauche avait été battu dès le premier tour et la présidente du FN avait échoué à quelques centaines de voix de l'élection au second.

Aux accusations de parachutage (il est député européen du Sud-Ouest, candidat en 2012 dans le Pas-de-Calais et ancien sénateur de l'Essonne), Jean-Luc Mélenchon a une réponse toute trouvée: "Je suis partout chez moi, la France est ma patrie!".

III) Hamon lance un nouveau mouvement, Hidalgo aussi

Par Lilian Alemagna



Benoît Hamon, en meeting à Villeurbanne le 11 avril. Photo Jeff Pachoud.AFP

L'ex-candidat socialiste a annoncé qu'il souhaitait «reconstruire une gauche inventive» avec une nouvelle formation le 1er juillet. Avec Taubira et Aubry, la maire de Paris a imaginé un «mouvement d'innovation».

Comme il l'avait promis au soir de son crash au premier tour de la présidentielle (6,36%), Benoît Hamon a fait une croix sur l'option traversée du désert. Le socialiste a confirmé ce mercredi matin sur France Inter qu'il lancera, le 1er juillet en région parisienne, «un mouvement pour reconstruire une gauche inventive, qui dépassera les étiquettes politiques». Hamon ne quitte pas le Parti socialiste mais indique à ses camarades qu'il n'est pas là – seulement ? – pour jouer le prochain congrès de sa formation politique.

Le député des Yvelines veut capitaliser sur sa campagne présidentielle. «Le niveau de sympathie que nous avons rencontré n'a rien à voir avec le score que nous avons obtenu», fait valoir l'eurodéputé Guillaume Balas, chargé par Hamon de la mise en orbite de ce nouveau mouvement qui n'a pas encore de nom. L'ex-ministre de l'Éducation veut poursuivre le «travail» entre socialistes, écologistes et «intellectuels» qui l'ont rejoint dans son équipe présidentielle. Et ouvrir à des communistes en pleine rupture avec Jean-Luc Mélenchon. «On ne veut pas laisser tomber tout ce qu'on a construit», ajoute Balas.

Lente reconstruction de la gauche française

Un «mouvement citoyen» après une présidentielle. Certains socialistes s'y sont déjà essayés – sans grand succès – avant lui : Désirs d'avenir pour Ségolène Royal après 2007 ou le très éphémère La rose et le réséda pour Arnaud Montebourg après 2012. Dans le camp Hamon, on jure que les fondations de ce nouveau mouvement seront «plus solides». «Ce doit être une organisation en capacité de mailler le territoire en profondeur, s'implanter territoire par territoire, explique Balas. On veut commencer la lente reconstruction de la gauche française. On va le faire en bonne intelligence avec tous nos partenaires.» Notamment avec la maire de Paris, Anne Hidalgo, qui a elle aussi lancé mercredi avec Martine Aubry et Christiane Taubira son propre «mouvement d'innovation» pour résister à une vague En marche dans la capitale en 2020. Dans une tribune publiée dans le Monde, quelque 160 signataires (parmi lesquels les proches de Hamon, Guillaume Balas et Mathieu Hanotin, mais aussi l'économiste Dominique Méda, l'ex-ministre Marylise Lebranchu, le chanteur Jacques Higelin ou l'humoriste Christophe Alévêque) appellent leurs concitoyens à un «sursaut», en annonçant le lancement de ce «grand mouvement d'innovation pour une démocratie européenne, écologique et sociale, intitulé Dès demain». Aubry, Taubira, Hidalgo... Les trois femmes s'étaient affichées ensemble fin novembre à Bondy avant le retrait de François Hollande de la course présidentielle. Mais ce «Carrefour des gauches» avait été gâché par les appels du pied de Claude Bartolone à Manuel Valls pour empêcher le chef de l'Etat.

Hamon-Hidalgo, la course pour 2022 déjà lancée? «Benoît Hamon n'est pas dans l'esprit de construire une écurie, jure Hanotin. Tous ces gens là ont vocation à travailler ensemble». Reste que deux «mouvements citoyens» annoncés le même jour sur le même créneau à gauche a de quoi interpeller. Hamon a-t-il accéléré pour prendre de vitesse la parution de la tribune d'Hidalgo? Dans l'entourage du député des Yvelines, on réfute l'hypothèse. «Nous sommes dans un moment où la gauche cherche à se réinventer, explique Balas. Benoît Hamon et Anne Hidalgo se sont beaucoup parlé. C'est d'ailleurs pour ça qu'il y a des signatures croisées. Il faut des lieux où des idées nouvelles émergent et que tout cela converge. Nous ne sommes pas dans une concurrence.» De l'extérieur, certains responsables politiques estiment cependant que le caractère organisé - très discret - et massif - 200 signatures - de l'opération

d'Hidalgo porte la marque des aubrystes et de la puissante fédération PS de Paris dans l'optique de prendre le parti au prochain congrès. «Ils montrent à Benoît qui sont les patrons», observe un parlementaire. «Notre sujet, ce n'est pas du tout le congrès du PS», évacue Hanotin.

«Hamonistes hésitants sur la rapidité»

Deux semaines avant la lourde défaite présidentielle, certains proches de Hamon avaient évoqué l'idée de lancer ce mouvement avant les législatives pour profiter, au passage, d'un financement public propre. Un label «rouge-rose-vert» avait même été proposé pour des députés écologistes, communistes ou soutiens de Hamon à la présidentielle avec une logique de retrait dans ces circonscriptions pour espérer un groupe parlementaire tricolore dans la nouvelle Assemblée. Mais Hamon et ses amis ont préféré ne pas ouvrir un front avec la direction du PS et dérouter leurs propres militants. «On va prendre notre temps», expliquait un fidèle de l'ex-candidat PS la semaine dernière. Au grand dam des écologistes qui auraient aimé voir «Benoît» rompre tout de suite avec le PS pour construire dès maintenant la «maison commune sociale, écologiste, européenne et démocrate» avec les autres forces de gauche qui ne veulent ni d'Emmanuel Macron ni de Jean-Luc Mélenchon. «Les Verts poussent Benoît à sortir du PS pour faire quelque chose avec eux mais ils craignent qu'il ne rétropédale, confirme un élu socialiste. Le problème est que Benoît et ses amis sont matricés par le PS...» «Ils sont aussi les héritiers d'une histoire, celle du PS, de Jaurès... C'est difficile de rompre comme ça», observe un dirigeant écologiste.

Jeudi, lors d'une soirée des soutiens présidentiels de Benoît Hamon à la Maison de la culture arménienne, les invités écologistes (le patron d'EE-LV, David Cormand, l'ex-candidat à la présidentielle Yannick Jadot et le député européen Pascal Durand) ont regretté de voir des «hamonistes hésitants sur la rapidité». «Si on n'est pas dans la même formation politique, ça va nous tuer», alerte l'un d'eux. L'idée est donc d'abord de se concentrer sur les législatives pour ensuite espérer construire un groupe «rouge-rose-vert» à l'Assemblée nationale, avec des communistes qui ne voudront pas travailler avec les Insoumis de Mélenchon.

Le projet avait déjà été évoqué en fin de quinquennat Hollande par plusieurs députés écolos et ex-PS. Mais Hamon et les siens n'avaient pas suivi. Puis, une fois le mouvement

lancé, cap sera mis sur les européennes de 2019. Dans l'entourage du député des Yvelines, on répète qu'il n'y a pas de «fétichisme des appareils». A Libération qui l'interrogeait sur le sujet à une semaine du premier tour, Hamon expliquait que le PS n'était «qu'un parti politique». Comme s'il pouvait désormais s'imaginer à l'extérieur. La stratégie Hamon est de garder un pied dans le PS et mettre un premier pied dehors pour, s'il le faut, pouvoir le quitter avec des bagages.

Lilian Alemagna



IV) Le PCF et la France insoumise s'opposeront aux législatives

lesinrocks.com



© Xavier de Torres/Hans Lucas

Ils seront adversaires aux législatives. Ne parvenant pas à trouver un accord commun, le PCF et la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon présenteront chacun des candidats dans la quasi-totalité des circonscriptions. S'ils étaient alliés lors de la course à la présidentielle, où le président des Insoumis a obtenu 19,2% au premier tour, il y aura deux listes séparées en juin.

Le PCF présentera au moins 535 candidats, et presque autant pour Jean-Luc Mélenchon, qui en avait déjà désigné 410 sur les 577 sièges existants au mois de février dernier. Pour autant, les communistes tenteront jusqu'au bout de renégocier, pour gratter quelques sièges.

Une petite porte ouverte vers un accord possible

Un accord pourrait même être possible en cas de désistements : «Des discussions sont toujours en cours mais dans un climat dégradé. Nous travaillons pour le moment sur une liste réduite de circonscriptions, une vingtaine, dans lesquelles il y aura un désistement», indique Olivier Dartigolles, le porte-parole du PCF, au Figaro.

«Nous continuerons jusqu'au bout à défendre le rassemblement. Les électeurs qui nous ont portés dans cette présidentielle ne comprendraient pas que les Insoumis soient désormais en concurrence avec les communistes», ajoute-t-il.

S'ils étaient alliés pour la course à la présidentielle, les négociations pour un rassemblement coïnciaient depuis plusieurs jours. Jean-Luc Mélenchon critiquait notamment les communistes d'utiliser son image sur des tracts pour les législatives, alors qu'il n'avait pas accordé son soutien au parti.

Le PCF absent de l'Assemblée nationale ?

Les deux camps s'opposent aussi clairement sur plusieurs points, notamment édictés par la «charte» imposée au PCF par le groupe de Mélenchon. Le rassemblement obligerait les communistes à adopter les mêmes codes graphiques que ceux de la France insoumise pour leur matériel de campagne (visuels, tracts etc.). Les députés élus seront également contraint de voter au sein du futur groupe parlementaire, alors qu'ils jouissent d'une liberté de vote depuis 1992. Ils devront aussi se rattacher à l'association de financement de l'adversaire. Choses que les communistes refusent. Pour eux, le plus important est d'insister pour que leurs sept députés sortants puissent se représenter dans les circonscriptions, et de réserver au PCF les sièges perdus de peu en 2012 (10 sièges obtenus contre 19 en 2007).

«Un accord au rabais», a ainsi déclaré Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF. Cette alliance pourrait en effet être vitale pour son parti. Il pourrait n'y avoir aucun député communiste dans la nouvelle Assemblée nationale, s'ils n'arrivent pas à fédérer suffisamment le vote des électeurs. Les communistes ne semblent pas prêts non plus à former une alliance avec l'autre aile gauche, celle de Benoît Hamon : «Oh là ! À chaque jour suffit sa peine», précise le porte-parole du PCF Olivier Dartigolles, au journal.

MAIS AUSSI

Législatives : rien ne va plus entre le PCF et les Insoumis de Mélenchon

Par Marc de Boni

Les soutiens de Jean-Luc Mélenchon et les communistes n'ont réussi à se mettre d'accord que sur une vingtaine de désistements. Dans plus de 500 circonscriptions, les deux formations présenteront leur propre candidat.

Tension maximale entre le PCF et Jean-Luc Mélenchon. L'état exécrable de leurs relations a récemment pu se mesurer aux menaces proférées par le camp du chef de file de la France Insoumise contre les candidats communistes aux législatives qui utiliseraient l'image de Jean-Luc Mélenchon sur leur matériel de propagande. Les choses ne sont pas calmées ce mardi, alors que les représentants des deux formations politiques échangeaient sur la campagne des régionales. Il s'agit de transformer l'essai en capitalisant sur les 19,2% obtenus à la présidentielle.

«Des discussions sont toujours en cours mais dans un climat dégradé. Nous travaillons pour le moment sur une liste réduite de circonscriptions, une vingtaine, dans lesquelles il y aura un désistement», confie dépité, Olivier Dartigolles au Figaro.

Le porte-parole du PCF continuera jusqu'à la dernière minute à chercher un terrain d'entente. «Nous continuerons jusqu'au bout à défendre le rassemblement. Les électeurs qui nous ont portés dans cette présidentielle ne comprendraient pas que les Insoumis soient désormais en concurrence avec les communistes», estime l'élu palois. La présence du PCF menacée à l'Assemblée

C'est le scénario noir des dernières élections locales qui pourrait se mettre en place pour la gauche radicale, si toutes ses composantes présentent des candidats concurrents. Face à la complexité des jeux d'alliances, qui variaient grandement d'un territoire à l'autre, le ministère de l'Intérieur avait éprouvé la plus grande difficulté à restituer les résultats des forces du Front de gauche. Une chose est désormais

certaine, il est bel et bien mort et enterré.

Pour l'heure, le PCF a donc prévu d'investir 535 candidats et à peu près autant du côté des soutiens de Jean-Luc Mélenchon, selon Europe 1, «un accord au rabais», selon les mots de Pierre Laurent. De guerre lasse, la place du colonel Fabien pourrait-elle se tourner définitivement du côté des hamonistes pour ces législatives? «Oh là! À chaque jour suffit sa peine», tranche Olivier Dartigolles. En attendant, les projections des sondages ne sont pas bonnes pour la gauche radicale, qui pourrait perdre son groupe, voire disparaître tout simplement du palais Bourbon.



Marc de Boni
journaliste - Sa biographie

LE FIGARO · fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Pierre Laurent "Je regrette profondément le refus des dirigeants nationaux de France insoumise"

Humanite.fr



Photo : Patrick Nussbaum

Déclaration de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF. Dans un communiqué publié hier soir, le directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon, Manuel Bompard, annonce la rupture unilatérale par la France insoumise des discussions entre nos deux formations politiques. Cette rupture, ni moi, ni la direction du PCF, ne l'avons ni décidé, ni souhaité. Ceux qui affirment le contraire mentent et cherchent à se dédouaner de leurs responsabilités.

Hier encore, devant le risque que je sentais grandir, j'ai lancé un nouvel appel, le troisième en quinze jours, pour que nos discussions aboutissent sans délai à un accord large et national permettant d'aller ensemble à la bataille des élections législatives avec une candidature commune dans le maximum de circonscriptions. Je sentais grandir le risque puisque nos interlocuteurs écartaient depuis déjà dix jours toute possibilité d'un accord national qui n'aurait pas lieu sous la tutelle unique de la France insoumise, poussant ainsi à la multiplicité des candidatures issues des diverses forces ayant soutenu Jean-Luc Mélenchon, et à la division des électeurs réunis par son bulletin de vote le 23 avril.

Depuis, nous en étions réduits à des discussions rabougries comme peau de chagrin, concernant une poignée de circonscriptions, 26 exactement sur 577 lors de la dernière discussion de lundi. Nous les poursuivions tout de même, avec la volonté d'aboutir à un accord pourtant insuffisant mais dont nous espérions qu'il envoie un signal unitaire positif. Le communiqué de France insoumise rompt cette dernière discussion. C'est irresponsable.

Les élections législatives s'annoncent en effet cruciales. Si Emmanuel Macron a été élu, la majorité parlementaire n'est acquise pour personne. Nous pouvons donc la disputer aux forces du libéralisme et de l'extrême-droite, fort des sept millions et demi de voix recueillies par Jean-Luc Mélenchon le 23 avril. Nous pouvons ensemble empêcher Emmanuel Macron d'avoir les mains libres pour casser le Code du travail, nous pouvons battre ses candidats et ceux la droite dans de très nombreuses circonscriptions, barrer la route à l'entrée massive de députés Front national au Parlement après avoir barré la route de

l'Elysée à Marine Le Pen. La meilleure chance de victoire que nous pouvons nous donner, c'est l'union maximale des forces qui ont permis le résultat du 23 avril, en conjuguant leurs forces, tout en respectant leurs différences. C'est cette méthode que nous n'avons cessé de proposer pour les élections législatives, en rassemblant tous nos candidats sous une bannière commune respectueuse de tous, membres ou non de la France insoumise. Pourquoi refuser cette proposition de bon sens ?

Je regrette profondément le refus des dirigeants nationaux de France insoumise, qui privilégient manifestement sans le dire un intérêt de recomposition partisane à la possibilité d'une ample victoire les 11 et 18 juin prochains. Ce choix est périlleux pour la défense des intérêts populaires.

Mais rien ne nous détournera du cap choisi. Je renouvelle mon appel, car l'union des forces capables de reconstruire une gauche nouvelle, profondément réinventée comme nous avons commencé à le faire avec le Front de gauche puis dans cette année 2017, n'est pas un choix de circonstance électorale, c'est un choix de fond et durable.

Et je demande aux candidats que nous avons investi d'entrer en campagne partout, en maintenant la main tendue et ouverte à tout accord qui permettra localement ou nationalement de dépasser cette situation.

Notre ligne de conduite reste la même. Nous avons voté Jean-Luc Mélenchon pour ouvrir la voie à un nouvel espoir. Après avoir battu Marine Le Pen, conscient des combats qui nous attendent face à Emmanuel Macron, nous voulons aujourd'hui concrétiser cet espoir et cette force dans les élections législatives en rassemblant le maximum de voix et de forces à gauche, et en faisant élire le maximum de députés qui les porteront dans les combats à venir. Nos candidates et candidats, issus dans toute la France du monde du travail, travailleront à faire entrer cette force populaire à l'Assemblée nationale.

C'est sur ces bases que je lancerai demain à 19 h au gymnase Japy à Paris la campagne nationale de nos candidats pour les élections législatives.

Pierre Laurent, Secrétaire national du PCF
Paris, le 10 mai 2017.

VI) Emmanuel Macron peut-il avoir la majorité aux législatives ?

Emmanuel Macron a remporté l'élection présidentielle avec 66,10% des voix. Mais s'il veut pouvoir conduire sa politique sans entrave, il lui reste à obtenir la majorité absolue aux législatives, soit au moins 289 sièges. Un défi de plus pour le leader d'En Marche, puisque d'après une étude réalisée par Ipsos/Sopra Steria pour France Télévisions, Radio France LCP/Public Sénat, RFI-France 24, Le Point et Le Monde, 61% des électeurs ne veulent pas lui donner la majorité les 11 et 18 juin prochains.

Par Alice Bardo

« Les Français n'ont pas donné un blanc-seing » à Emmanuel Macron, rappelle Guillaume Petit, directeur du département Image & Réputation chez Ipsos. Il reprend ainsi les mots d'Emmanuel Macron qui affirmait hier soir, lors de son discours sur l'esplanade du Louvre, être conscient que certains de ses électeurs ont voté pour lui afin de « défendre la République face à l'extrémisme » et non par conviction.

Parmi eux, « près de la moitié de l'électorat de François Fillon et de celui de Jean-Luc Mélenchon au premier tour », explique Guillaume Petit. Or « ces gens-là vont revenir vers leur famille d'appartenance » pour les législatives. D'où les résultats de l'étude réalisée par Ipsos/Sopra Steria pour France Télévisions, Radio France LCP/Public Sénat, RFI-France 24, Le Point et Le Monde, qui fait état de 61% d'électeurs qui ne veulent pas donner de majorité à Emmanuel Macron.

Encore « un jeu d'équilibriste pour Macron »

« Ce chiffre de 61% va pouvoir être amplifié ou

minoré dans les semaines à venir », tient à préciser le sondeur. Plusieurs événements sont susceptibles d'avoir des conséquences sur le vote des 11 et 18 juin prochains, à commencer par la nomination du Premier ministre, qui devrait intervenir en début de semaine prochaine : « Ce choix aura une influence sur la volonté de certains candidats de rallier le mouvement En Marche (...) Macron aurait intérêt à présenter un Premier ministre de droite ou de centre droit car son électorat est plutôt de centre gauche. »

Emmanuel Rivière, directeur de Kantar Public France, n'est pas vraiment de cet avis : « Se doter d'un Premier ministre positionné à droite c'est risquer de renvoyer vers une posture d'opposition un certain nombre de députés socialistes sortants. » A l'inverse, s'il nomme un chef de gouvernement positionné à gauche, il risque de se voir reprocher une fois encore qu'il est la continuité du quinquennat précédent, ajoute-t-il. Encore un « jeu d'équilibriste pour Macron ».

L'autre rendez-vous susceptible de faire varier le pourcentage qui ressort de l'étude d'Ipsos/Sopra Steria, c'est l'annonce des noms des 577 candidats investis par En Marche, ce mercredi. La moitié d'entre eux devrait être issue de la société civile, a précisé ce matin Jean-Paul Delevoye, chargé des investitures d'En Marche.

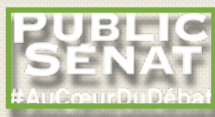
Celui-ci a toutefois précisé que cela ne signifiait pas qu'ils n'étaient pas engagés politiquement. Et si l'absence de couleur politique de certains peut rassembler les électeurs, les visages inconnus peuvent susciter l'inquiétude, estime Guillaume Petit. Selon Emmanuel Rivière, il y a une « petite schizophrénie chez les Français : ils veulent des visages nouveaux mais de fait leur comportement électoral a prouvé qu'ils n'étaient pas dans la répugnance à réélire des candidats sortants ».

« Le bipartisme est mort »

« Il n'y a pas d'évidence à ce que la victoire à l'élection présidentielle donne lieu à une majorité aux législatives », résume le directeur de Kantar Public France. Même s'il estime que « le bipartisme est mort », il rappelle qu'« il y a deux pôles d'attractivité pour les socialistes : En Marche et La France Insoumise ». « Et il reste quand même quelque chose qui s'appelle le Parti socialiste », ajoute-t-il.

« Pour lui, Les Républicains restent les mieux placés. De quoi envisager une cohabitation, d'ailleurs souhaitée par 49% des Français

d'après le sondage Kantar-sofres-onepoint pour LCI.



VII) Le PS et Les Républicains présentent leurs "nouveaux" programmes anti-Macron

Par Jean-Christophe Chanut



Jean-Christophe Chanut @jcchanut



Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS et François Baroin, chef de file de la coalition "Les Républicains"/UDI ont chacun décidé de présenter un programme "light" pour les législatives afin de tenter de reconquérir leur électorat effarouché à la présidentielle par les mesures les plus radicales de leurs candidats: le revenu universel de Benoît Hamon, l'augmentation de deux points de la TVA pour François Fillon. Deux mesures qui passent à la trappe. (Crédits : DR)

Le PS et Les Républicains ont adopté leurs nouveaux programmes pour les législatives édulcorant, voire supprimant, les mesures les plus emblématiques de leurs deux candidats, les grands perdants de la présidentielle. Exit donc le revenu universel de Benoît Hamon et l'augmentation de deux points de TVA, chère à François Fillon.

Tenter de réparer la casse ou, à tout le moins, de limiter les dégâts. Au Parti socialiste comme chez Les Républicains (LR), on a décidé d'adopter la même tactique pour les élections législatives afin de se redonner des couleurs, après l'élection présidentielle qui a vu l'élimination des candidats des deux partis « de gouvernement » dès le premier tour. Les deux formations, qui connaissent de graves dissensions internes, ont

donc respectivement décidé de mener la bataille des législatives avec des programmes « light » pour tenter de faire revenir au bercail les ouailles partis du côté d'Emmanuel Macron. Les points les plus saillants des programmes de la présidentielle, défendus par Benoît Hamon et François Fillon, ont donc tout simplement disparu...

Au PS, exit le revenu universel cher à Benoît Hamon

C'est surtout flagrant du côté du PS dont le candidat, avec 6,5% des voix, a fait le plus mauvais score pour un socialiste depuis la présidentielle de 1969. Le bureau national du PS s'est mis d'accord - non sans de grosses difficultés - sur un texte qui opère un grand nettoyage dans les propositions emblématiques défendues par Benoît Hamon jusqu'au 27 avril. Ainsi, exit la proposition emblématique d'instaurer un revenu universel d'existence qui en avait effrayé plus d'un par son coût et sa philosophie mais qui avait eu le mérite de poser le débat sur l'avenir du travail. Disparus également la « taxe robot », la sortie du diesel et celle du nucléaire à l'horizon 2050, la contribution assise sur les superprofits des banques, le « 49-3 » citoyen, etc.

En revanche, demeurent des mesures très consensuelles, telles la revalorisation de la prime d'activité et du minimum vieillesse et la bonification des aides à l'investissement dans les territoires ruraux ou urbains en difficulté.

En revanche, le PS a refusé de faire plusieurs pas en direction d'Emmanuel Macron et de son mouvement « La république en marche ». Ainsi, finalement, il n'est pas question de se rallier à l'idée du nouveau président de supprimer la taxe d'habitation pour 80% des Français... Il faut dire que la majorité des maires sont contre cette idée, au nom de l'autonomie fiscale. De même, le PS continue d'exprimer son plus profond désaccord sur le projet d'Emmanuel Macron de recourir aux ordonnances pour réformer le droit du travail...

Mais, globalement, on voit bien que le Parti socialiste soigne son image et ne souhaite pas se mettre dans une opposition systématique au nouveau chef de l'Etat. Une position que réfute Benoît Hamon, furieux de voir ses idées disparaître. Aussi, l'ancien candidat a annoncé ce 10 mai sur France Inter qu'il lancerait le 1er juillet prochain un « mouvement large, qui s'adressera aux hommes et aux femmes de gauche, aux citoyens (...) transpartisans »... On sent que l'époque des « clubs » pourrait bien revenir au sein du PS...

Adieu l'augmentation de TVA souhaitée par Fillon

Mais la droite non plus n'est pas épargnée par le syndrome du « tourner vite la page »... en l'occurrence celle de François Fillon. François Baroin, chef de file LR pour les législatives a ainsi présenté le « contrat d'alternance » avec lequel la droite et le centre espèrent séduire une majorité d'électeurs et imposer une cohabitation à Emmanuel Macron.

Là aussi, plusieurs aspects - et non des moindres - du programme Fillon ont été gommés. Ainsi, la hausse du taux supérieur de TVA de deux points, mesure emblématique de l'ancien candidat, a été purement et simplement supprimée, soit un « manque à gagner » d'environ 12 milliards d'euros. De fait, la mesure avait fait grincer quelques dents aux sein de LR. François Baroin, par exemple, y était opposé. Pour Eric Woerth, il « y a avait peut-être aux yeux des Français une contradiction entre notre volonté de baisser les prélèvements obligatoires et cette hausse de deux points du taux de la TVA ». De même, la mesure d'exonération forfaitaire de cotisation salariale passe également à la trappe. Elle est remplacée par une mesure plus universelle de réduction de 10% de l'impôt sur le revenu. Dans une interview au quotidien Les Echos Eric Woerth a indiqué que « toutes les tranches » seront concernées.

LR se veut le parti de la baisse des impôt... à la différence de Macron

La manœuvre est habile, LR veut absolument se positionner comme le parti qui n'augmentera pas les impôts des ménages. A l'inverse, il compte pilonner Emmanuel Macron sur son idée d'augmenter la CSG des retraités des plus aisés, des fonctionnaires et des professions libérales de 1,7 point afin de financer la suppression de la cotisation salariale d'assurance chômage et l'extension de l'allocation chômage à d'autres publics que les salariés privés d'emploi.

Dans le même ordre d'idée, et toujours au chapitre du pouvoir d'achat, LR a décidé de réintroduire la mesure sarkozyste de défiscalisation des heures supplémentaires. Un rétablissement auquel François Fillon n'était pas favorable car, pour lui, cette mesure était antinomique avec la fin programmée de la référence légale aux 35 heures de travail hebdomadaires. Un objectif d'ailleurs toujours prévu dans le nouveau programme de « LR ». On notera qu'une exonération (fiscale et sociale) totale des heures supplémentaires représente un coût pour l'Etat et la Sécurité

sociale qui dépasse les 4 milliards d'euros par an...

Du côté des entreprises, Les Républicains ont décidé de rogner aussi sur les baisses de cotisations patronales et impôts pesant sur les entreprises. In fine, là où le projet Fillon prévoyait un « choc de compétitivité immédiat » à hauteur de 40 milliards d'euros, il ne sera plus « que » de 28 milliards d'euros, quand Emmanuel Macron prévoit lui une baisse d'environ 10 milliards d'euros... Le Medef risque d'être déçu. Cependant, LR garde son objectif de réduire les dépenses publiques de 100 milliards d'euros à l'horizon de cinq ans.

Autre concession, un peu de pure forme, désormais, LR prévoit de réduire le nombre des fonctionnaires de 300.000 durant la durée du quinquennat. Le précédent objectif de 500.000 sera, lui, atteint sur sept ans.

On voit donc bien que Les Républicains ont affiné leur programme économique dans un sens favorable au pouvoir d'achat dans le but de reconquérir un électorat populaire qui leur a fait défaut. Chez Les Républicains, on estime que les débats de fond, sur les programmes, n'ont pas eu lieu lors de la présidentielle qui a été polluée par « les affaires ». François Baroin et ses troupes espèrent donc tenir leur revanche lors des législatives. En accentuant les mesures en faveur des ménages, la coalition de la droite et du centre pour les législatives cherche ainsi à nettement se démarquer du programme d'Emmanuel Macron qui, lui, il est vrai, ne prévoit pas de grandes mesures à destination des classes moyennes. C'est manifestement le message que l'on va beaucoup entendre dans les quatre semaines à venir...

latribune.fr

**LA
TRIBUNE**

**A Suivre...
La Presse en Revue**